

BESANÇON Social

Des appartements pour refaire surface

Besançon accueille ces 12 et 13 juin le 24^e colloque national de la Fédération Santé & Habitat. Plus de 200 personnes sont attendues pour échanger leurs expériences et pratiques en matière d'hébergement et d'accompagnement des personnes en grande précarité médicale et sociale.

« Voilà trois ans, nous avons essentiellement des hommes d'une cinquantaine d'années mais nous accueillons désormais aussi des jeunes, dont un qui va avoir 23 ans et souffre de diabète, ainsi que des femmes, alors qu'on n'en avait pas au début », indiquent Valérie David et Élise Charrier, directrice et directrice adjointe du service médico-social à l'association de sauvegarde de ADDSEA de Besançon. « Sachant qu'il s'agit de personnes atteintes d'affections de longue durée qu'elles cumulent avec des difficultés sociales », poursuivent-elles en parlant des dix ACT (appartements de coordination thérapeutique) dont elles s'occupent.

« Ce dispositif atypique, financé par l'Agence régionale de santé, réservé aux personnes en grande précarité atteintes de pathologies au long cours (cancer, hépatite, diabète...) permet de leur offrir un toit tout en les accompagnant au plus près sur le plan médical, social et psychologique », précisent de leur côté Marie-Line Cao, coordinatrice du service Appartements de coordination thérapeutique et Sylvie Sylvant, directrice des services d'intervention et de prévention au sein de l'asso-



Un résident, dans son appartement du réseau ACT (appartements de coordination thérapeutique) de l'association de sauvegarde ADDSEA. Photo DR

ciation de services Eliad qui elle aussi gère dix lits ACT.

« Reprendre les soins et se remettre en ordre de marche au niveau social »

Illustration parmi d'autres (lire par ailleurs) des types de dispositifs que coordonne la FSH, Fédération Santé & Habitat, qui tient son colloque national annuel ces mercredi et jeudi à Besançon. Un événement organisé par l'ADDSEA et Eliad en partenariat avec le ministère des Solidarités et de la Santé ainsi que la Ville de Besançon.

Issus du militantisme des associations Aides, Act Up, etc., ces appartements ACT ont été d'abord destinés aux personnes atteintes du sida, avant d'être ouverts à trente autres pathologies.

Une parenthèse d'une durée maximum de dix-huit mois « qui leur permet de souffler, de se refaire une santé et de se projeter à nouveau dans un projet de vie », souligne Élise Charrier. « Car beaucoup ont abandonné leurs soins ou n'arrivent plus à les suivre dans la situation où ils se trouvent. Les deux vont de pair : reprendre les soins et se remettre en ordre de marche au niveau social : ouvrir des droits RSA, à une allocation adulte handicapée... »

« En général, la première mission est de retrouver un médecin traitant, une infirmière et un pharmacien », renchérit Marie-Line Cao, « et de réinscrire les personnes dans un parcours de soins qui sera ensuite complété par de la réinsertion sociale. »

Ensuite ? « On essaie de les reloger », indique Valérie David de l'ADDSEA, « soit dans le droit commun soit dans des établissements spécialisés. On a par exemple un jeune qui se trouve en fauteuil suite à deux AVC et qui est en attente d'un logement adapté conventionné par l'APF, association des paralysés de France. »

« Chez nous, à Eliad, il n'est pas rare que les gens restent ensuite dans l'appartement en réalisant un transfert de bail », explique pour sa part Sylvie Sylvant. « Dans ces cas-là, nous recherchons alors un autre appartement. D'où l'intérêt de travailler avec les bailleurs sociaux qui sont des partenaires incontournables du projet. »

Textes : Pierre LAURENT

Un accompagnement pluridisciplinaire et très complémentaire

Vingt appartements ACT en Franche-Comté. L'ADDSEA gère deux ACT à Montbéliard, un à Belfort, un à Pontarlier, un à Dole, deux à Lons-le-Saunier, deux à Vesoul, et un à Besançon (parmi lesquels quatre sont dédiés aux sortants de prison). Et Eliad compte également dix ACT : huit à Besançon et deux sur Gray.

Deux lits Halte Soins santé bientôt à Vesoul. Eliad va gérer deux LHSS à Vesoul à compter du 1^{er} juillet. Destinés à des SDF dont l'état de santé ne relève plus d'un établissement hospitalier mais est incompatible avec la rue,

ils se situeront dans des locaux Eliad en cours de réhabilitation et accolés au centre de santé infirmier, « ce qui permettra une présence infirmière, avec un médecin coordonnateur et une assistante sociale pour travailler un projet pour après ».

Et deux autres à Nevers. L'ADDSEA va elle aussi prochainement gérer deux lits halte soins santé (LHSS), en Bourgogne pour sa part, à Nevers. La force et l'originalité de ces différents dispositifs étant d'offrir aux bénéficiaires un accompagnement pluridisciplinaire et très complémentaire.



Elvire, technicienne de l'intervention sociale et familiale d'Eliad, avec Éric, résident d'un appartement de coordination thérapeutique. Photo DR

QUESTIONS À



Léonard Nzitunga, président de la FSH (Fédération nationale Santé & Habitat). Photo DR

Combien d'associations regroupent la FSH ?

« Nous regroupons plus de 80 associations qui gèrent différents services et dispositifs, dont les ACT, appartements de coordination thérapeutique, les structures "Chez Soi", qui sont des solutions de logement pour des personnes atteintes de pathologies psychiatriques avec un accompagnement pluridisciplinaire. Il y a aussi les lits halte soins santé, pour accueillir les personnes malades dont l'état de santé ne nécessite pas une hospitalisation, ce qui permet de les soigner et de les inscrire ensuite dans le parcours de l'hébergement et de l'insertion. Nous avons également les LAM, lits d'accueil médicalisés destinés aux personnes sans domicile fixe atteintes de pathologies lourdes dont le diagnostic est irréversible. Le point commun de tous ces dispositifs que nous fédérons est que nous mettons en œuvre un accompagnement pluridisciplinaire (travailleurs sociaux, psychologues, infirmiers, médecins...). La coordination de plusieurs professions sur un même lieu est vraiment l'originalité et la plus-value de ces dispositifs. »

Quels sont les enjeux de ce colloque ?

« Nous sommes en général 200 à participer entre adhérents, représentants des administrations centrales, des ARS (agences régionale de santé) travailleurs sociaux et représentants des personnes concernées qui viennent témoigner. C'est vraiment un moment de rencontres pour l'ensemble des acteurs de notre fédération et de nos partenaires pour réfléchir ensemble à un sujet donné. En l'occurrence à Besançon, ce sera autour de la coordination thérapeutique, de façon à se poser et prendre du recul pour construire ce qu'on appelle l'intelligence collective. »

Pourquoi ce sujet ?

« Parce qu'il s'agit de mieux comprendre les besoins des personnes et pouvoir se compléter tout en permettant aux personnes de repérer dans ces différents dispositifs. »